

OECD *Multilingual Summaries*

African Economic Outlook 2015

Regional Development and Spatial Inclusion

Summary in French



Accédez au texte intégral: 10.1787/aeo-2015-en

Perspectives économiques en Afrique 2015

Développement territorial et inclusion spatiale

Résumé en français

L'édition 2015 des Perspectives économiques en Afrique présente un rapport favorable de l'évolution des indicateurs financiers, sociaux et de gouvernance du continent et table sur une trajectoire continue et généralisée de progrès. Elle examine en détail les freins au développement régional de l'Afrique, afin de permettre une meilleure inclusion spatiale, et suggère des options de politiques publiques pour éviter que situation géographique ne rime avec exclusion.

Les perspectives macroéconomiques du continent sont encourageantes : en 2014, la croissance annuelle est ressortie à 3.9 %, légèrement supérieure aux performances de 2013 (3.5 %) et nettement plus alerte que dans le reste du monde (3.3 % en moyenne). La stabilité politique et sociale et d'autres facteurs – l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest ou les pannes de courant en Afrique du Sud notamment – ont lourdement pesé sur les résultats des pays et des régions, très variables. La croissance de l'Afrique devrait rebondir en 2015 et 2016, à respectivement 4.5 et 5 %, convergeant avec les niveaux actuels de l'Asie et se rapprochant des rythmes enregistrés avant la crise financière mondiale de 2008/09. Les pays d'Afrique subsaharienne, hors Afrique du Sud, devraient entraîner le reste du continent, avec une progression moyenne de 5 % entre 2015 et 2016.

S'il présente des risques de tassement de la croissance pour les pays producteurs de pétrole, l'effondrement des cours de l'or noir soulage les finances des pays importateurs nets. Malgré une hausse de la production dans les pays exportateurs et la nette montée en puissance des secteurs non pétroliers, cette chute des prix a plombé les recettes publiques et le secteur extérieur. Confrontés à cet effritement de leurs ressources, les gouvernements vont devoir procéder à des ajustements de dépenses importants, sans compromettre les dotations aux programmes sociaux ni aux infrastructures critiques.

À moyen terme, la baisse prolongée des cours des matières premières, l'essoufflement de l'économie mondiale, l'insécurité, les tensions politiques et sociales et les effets secondaires de l'épidémie d'Ébola (à travers les coûts de reconstruction par exemple) constituent les principales menaces pour la croissance. Mais des fondamentaux macroéconomiques généralement solides et la résilience dont ont fait preuve de nombreux pays sous-tendent les performances de l'Afrique.

L'éventail des options financières du continent s'est considérablement élargi depuis dix ans. Si, d'une manière générale, le recouvrement des impôts progresse, le résultat reste insuffisant pour couvrir tous les besoins et certains pays n'ont pas les moyens de juguler les flux financiers illégaux. Les apports financiers extérieurs se sont intensifiés et devraient atteindre 193 milliards de dollars en 2015, pratiquement le double de leur niveau de 2005. Les investissements étrangers et les transferts des migrants constituent désormais les deux principales sources de financements extérieurs de l'Afrique. Face à l'urbanisation galopante, les investissements directs étrangers s'orientent de plus en plus vers les activités de détail et, en particulier, les biens de consommation et les services, délaissant progressivement le secteur extractif. L'Afrique continue d'attirer des investisseurs des pays émergents et originaires du continent. À l'inverse, l'aide aux pays les plus démunis d'Afrique recule et les gouvernements comblent leurs besoins de

financement avec des prêts bonifiés. Les pays africains à revenu intermédiaire font appel aux marchés internationaux de capitaux, notamment pour financer le développement de leurs infrastructures. Avec le déclin de l'aide publique, le financement du programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 exigera une mobilisation accrue des ressources intérieures et des apports extérieurs privés. Les transferts des migrants offrent à cet égard un potentiel remarquable pour accroître les investissements et enrayer l'aggravation des inégalités de revenu. Pour les pays africains à faible revenu, une aide accrue et mieux ciblée restera vitale afin qu'ils puissent s'atteler aux défis spécifiques qu'ils rencontrent.

Même si l'Europe reste le premier partenaire commercial de l'Afrique, les échanges avec l'Asie – en particulier avec la Chine – se développent rapidement depuis quelques années. Cette diversification peut la protéger en cas de chocs économiques et de revirement brutal des relations commerciales. Mais, fondamentalement, l'intégration économique régionale demeure la clé de la libération du potentiel de croissance de l'Afrique, de son développement, du renforcement des échanges et de sa participation accrue à l'économie mondiale. Or, la poursuite de l'intégration régionale achoppe sur les coûts liés au franchissement des frontières, particulièrement lourds comparés à d'autres régions, et qui entravent l'accès aux marchés régionaux et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales. L'approfondissement de l'intégration régionale et la facilitation des échanges, conformément au paquet de Bali de 2013, pourraient lever ces obstacles. En 2015, les préparatifs en vue du lancement de la zone de libre-échange continentale et de la zone de libre-échange tripartite COMESA-CAE-SADC pourraient constituer deux jalons importants dans l'intégration régionale de l'Afrique.

Tous les indicateurs du développement humain en Afrique progressent, y compris en matière d'éducation, de santé et de revenu, même si le niveau général reste médiocre, avec de profonds écarts entre pays et au sein des pays. Les inégalités hommes-femmes et la discrimination prononcée des institutions et des pratiques sociales sapent les avancées obtenues. Les gouvernements doivent donc élaborer de nouvelles politiques et réaliser de nouveaux investissements pour accélérer les progrès et les perpétuer dans le temps. La disparition des inégalités passe par une participation équitable sur les marchés du travail, surtout dans le secteur non agricole, le renforcement de la productivité agricole et un meilleur accès à l'énergie. L'équité, la viabilité et l'atténuation de la vulnérabilité aux risques économiques, sociaux et environnementaux doivent faire partie des priorités de la planification et de l'allocation des ressources ainsi que de la mise en oeuvre et du suivi des objectifs pour l'après-2015.

Les gains réalisés depuis 30 ans par l'Afrique en termes de gouvernance politique et économique perdurent, même si les risques de régression ne manquent pas. En 2014, les avancées démocratiques – adoption d'une nouvelle constitution en Tunisie, transition au Burkina Faso et participation massive des citoyens à des élections globalement pacifiques et crédibles, 179 millions d'électeurs s'étant rendus aux urnes l'an dernier – ne peuvent faire oublier que plusieurs pays ont continué de connaître l'instabilité, des actes de terrorisme ou des conflits.

La promotion du développement territorial et l'inclusion spatiale doivent être au coeur des stratégies de développement de l'Afrique. Cette 14^e édition des Perspectives économiques en Afrique examine en profondeur les défis que posent les dimensions démographiques et spatiales du continent dans sa quête d'une transformation structurelle. À l'horizon 2050, l'Afrique franchira la barre des 2 milliards d'habitants, soit 25 % de la population mondiale, contre 15 % actuellement. Au-delà des chiffres, ce boum démographique présente des caractéristiques uniques en terme de dynamique spatiale, car les villes mais aussi les campagnes se développeront rapidement, avec des interactions toujours plus nombreuses. Cette évolution entraînera certes un recul des taux de dépendance, à condition de créer suffisamment d'emplois pour les jeunes qui entreront sur le marché du travail.

Comment l'Afrique peut-elle relever ces défis sans précédent ? Les enseignements des transitions démographiques, urbaines et économiques dans les pays de l'OCDE ou en Asie risquent d'être trop déconnectés des réalités africaines pour apporter des éléments utiles aux décisions politiques. De même que les prescriptions centrées sur des secteurs spécifiques – l'industrie ou l'agriculture par exemple – pèchent par manque d'envergure. Les pays africains ont besoin de stratégies de développement novatrices, adaptées au contexte, plurisectorielles et ancrées dans les réalités des territoires.

L'enjeu consiste de fait à exploiter le potentiel inhérent à la diversité des territoires du continent pour accélérer la transformation économique et promouvoir l'inclusion spatiale. Les initiatives de lutte contre les inégalités spatiales, à travers l'aménagement du territoire, le développement des infrastructures et la décentralisation, n'ont eu que des effets limités. Les décideurs doivent donc porter un regard nouveau sur les dynamiques territoriales, à l'instar de l'évolution rapide des relations entre zones urbaines et zones

rurales. Ils doivent sortir du cadre purement économique, oeuvrer pour étoffer les statistiques infranationales et approfondir leur connaissance du terrain. Les populations et les territoires doivent constituer l'épine dorsale de stratégies de développement créatrices d'emplois productifs et capables d'accélérer les transitions démographiques, d'investir dans l'éducation et de promouvoir les villes de taille intermédiaire dans le but de capitaliser sur les dynamiques urbaines/rurales. Les moyens financiers doivent être consolidés pour satisfaire les besoins connexes d'investissements de long terme, notamment à travers une mobilisation plus efficace des ressources domestiques au plan local et national.

© OCDE

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE www.oecd.org/bookshop

Pour plus d'informations, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par fax au: +33 (0)1 45 24 99 30.

Service des Droits et Traductions de l'OCDE

2 rue André-Pascal, 75116

Paris, France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights



Retrouvez le texte complet sur OECD iLibrary!

© AfDB, OECD, UNDP (2015), *African Economic Outlook 2015: Regional Development and Spatial Inclusion*, OECD Publishing.

doi: 10.1787/aeo-2015-en